

L'HEBDO FAMILIAL
CHRÉTIEN N°13 / CHF 4.50
30 MARS 2023

echno

MAGAZINE

GUERRE EN UKRAINE

La voix des pacifistes





CÉDRIC REICHENBACH
Journaliste

L'odeur de la poudre

«Je suis très préoccupé par le climat guerrier qui règne actuellement un peu partout dans le monde, y compris en Suisse. On a l'impression que certains acteurs, même d'anciens pacifistes, sont comme emportés par l'ivresse de la guerre.»

Cette déclaration du conseiller fédéral Alain Berset, le 4 mars, accusé de reprendre «le narratif russe» et critiqué par son propre camp socialiste, a fait mouche dans les milieux suisses opposés à la guerre (lire pages 4-7). Depuis un an, ceux-ci observent avec la même inquiétude l'ambiance belliqueuse qui gagne insidieusement le monde. Réarmement inédit de l'Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale, doublement du budget militaire du Japon qui avait pourtant promis de «renoncer à jamais à la guerre» en 1946 après la dévastation nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki, extension de l'alliance militaire de l'OTAN, renforcement de l'accord politico-militaire anglo-saxon contre la Chine dans l'Océan Pacifique... et invasion russe de l'Ukraine.

Jamais depuis l'implosion de l'URSS et les guerres balkaniques l'odeur de la poudre et du sang n'a flotté aussi lourdement en Europe. De financier, le soutien occidental au camp ukrainien est devenu militaire, avec des armes légères, puis lourdes (chars léopards). La livraison d'avions de combat? Elle repousserait plus loin encore la ligne rouge pourtant tracée afin d'éviter un conflit ouvert entre l'OTAN et la Russie, deux puissances nucléaires.

Dans un contexte si sombre, la parole pacifiste mérite d'être entendue.

Dans un contexte si sombre, la parole pacifiste, bien que sans grand poids politique, peut-être porteuse d'une vision que d'aucun jugeront naïve ou peu réaliste, mérite d'être entendue. Pour nous rappeler que d'autres voies, loin des armes, existent: la négociation, la médiation, le soutien humanitaire, l'aide aux réfugiés, l'amour du prochain. La Suisse, siège de l'ONU et du CICR, plus qu'aucune autre nation, devrait être sensible aux arguments de la paix. Pour éviter de se laisser entraîner dans l'escalade meurtrière de la guerre. |

Ukraine: «Il faudra bien faire la paix»

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, la voix des pacifistes est presque inaudible en Suisse. Des bords du Léman à La Chaux-de-Fonds, chrétiens de gauche, mennonites et quakers remettent pourtant en question l'idée qu'une aide militaire massive à Kiev ramènerait la paix à l'est de l'Europe.



© Keystone

«Oui, Vladimir Poutine est coupable; il n'aurait pas dû envahir l'Ukraine. Et non, nous ne sommes pas 'prorusses': cette mise au point faite par la plupart de nos interlocuteurs en dit long sur les tensions animant le débat autour de la guerre qui dévaste l'Ukraine depuis un an. Parfaitement au clair sur l'identité de l'agresseur et de l'agressé, les pacifistes rencontrés entre Lausanne, Genève, La Chaux-de-Fonds et Berne, qui s'inscrivent dans le sillage du Christ, de Gandhi et de Martin Luther King, n'en pensent pas moins que la voie des armes «n'est et ne sera jamais la bonne».

Dans un climat général de plus en plus guerrier (lire édito), leur voix reste quasiment inaudible. Quand elle n'est pas décrédibilisée par la récupération des idéaux de paix au profit de mani-

festants «antisystème», «antivax» et de politiciens prônant une neutralité à géométrie variable permettant à la Suisse de faire des affaires avec le Kremlin tout en «soutenant Kiev».

Une «bonne saignée»?

Portée par différents milieux prônant la non-violence et le refus de la guerre, la parole pacifiste résonne pourtant bel et bien en Suisse. Elle pousse à remettre en question l'idée qu'une aide militaire massive à l'Ukraine ramènerait la paix dans les marches orientales de l'Europe. «Il y a comme un emballement, un effet d'entraînement», s'inquiète à Lausanne le retraité Jean-François Martin. Soldat non armé alors qu'il était étudiant en théologie, le Veveysan est depuis quarante ans secrétaire des Chrétiens de gauche romands (CGR). Héritière de la Fédération romande des

socialistes chrétiens, fondée à l'aube de la Première Guerre mondiale, cette association porte en elle le gène du pacifisme depuis un siècle et compte environ 150 membres.

Dont Alexandre Mayor, aumônier des hautes écoles de Suisse romande et membre du comité. «Certains ont l'air de penser que les choses vont s'arranger après une 'bonne saignée' plutôt que de pousser vraiment à la négociation, s'étonne le pasteur de 42 ans. Mais rien ne permet de savoir quand l'escalade guerrière s'arrêtera – les victimes se comptent déjà par centaines de milliers. En outre, des questions s'imposent sur cette guerre dont nous connaissons mal les dessous.»

A savoir? «A-t-on vraiment tout tenté pour raisonner Vladimir Poutine et comprendre ce que son gouvernement dit quant au non-règlement de la ques-



A gauche

Les mobilisations contre la guerre ont été très nombreuses en Italie, comme ici à Milan le 24 février.

annuelle à Yverdon consacrée au thème «Pour quel pacifisme se battre?». Plusieurs acteurs de la promotion de la paix étaient invités à s'exprimer. Parmi eux: Sant'Egidio, communauté internationale proche du pape qui a notamment accompagné le processus de sortie de la guerre civile au Mozambique au début des années 1990. Présidente de la branche suisse, Anne-Catherine Reymond rappelle cette évidence: «Mettre des gens d'accord les uns avec les autres autour d'une table, c'est facile! Ça l'est beaucoup moins avec des personnes qui se détestent et qui ont les mains sales. C'est pourtant en cela que consistent des négociations de paix. Et c'est vers cela qu'il faut tendre

Ci-dessous

L'aumônier protestant Alexandre Mayor s'interroge sur le climat guerrier régnant en Europe et en Suisse.

en Ukraine, même si l'ampleur de la tâche et les horreurs commises n'y encouragent pas au premier abord. Car la guerre, mère de toutes les pauvretés, ne fait que des perdants». Evoquant les centaines de milliers de personnes sorties manifester l'an dernier contre la guerre en Ukraine dans les rues de Rome et de Naples, la représentante appelle à «crier notre amour de la paix en rejetant la culture des armes». Si tout semble momentanément bloqué au niveau diplomatique, la communauté s'active en parallèle au Vatican: «Nous sommes très présents en Ukraine, notamment auprès des réfugiés à qui Sant'Egidio International a envoyé 100 tonnes d'aide humani-

tion du Donbass et de la Crimée? Tant le Premier ministre israélien que des négociateurs turcs disent que des pays de l'OTAN, dont l'extension est très mal vécue par les Russes, ont bloqué un cessez-le-feu et les négociations souhaitées dans les premières semaines de la guerre par les deux parties. Si cela est vrai, alors la responsabilité des pays en question dans la poursuite de ce bain de sang est considérable. Dans ce cas, on pourrait se demander quel est leur but. Ces questions sont essentielles car, selon les réponses obtenues et leur complexité, c'est potentiellement toute la justification d'une escalade guerrière qui s'écroule.»

Se salir les mains

Le 4 février, les Chrétiens de gauche romands ont eu l'occasion de débattre de ces questions lors de leur journée



© Cédric Reichenbach

La paix condamnée?



«Plus la guerre s'aggrave, plus la paix est difficile, plus elle est urgente»: l'avertissement ne vient pas de n'importe qui. Si le fameux sociologue français Edgar Morin se range aux côtés des Ukrainiens, il regrette, dans *De guerre en guerre. De 1940 à l'Ukraine* (L'Aube, 104 pages) que «l'idée même de paix soit condamnée par les médias d'Occident comme 'poutinienne', c'est-à-dire capitularde». Et

l'ancien résistant d'ajouter avec un brin d'autocritique: «Il a fallu que des décennies s'écoulent pour qu'il soit clair que, si juste qu'ait été la résistance au nazisme, la guerre du Bien comporta du Mal en elle». Cette affirmation trouve un écho particulier au sein des Eglises historiquement pacifistes, les mennonites et les quakers, qui rejettent la «guerre juste». Ce concept juridico-théologique, héritier du temps où le christianisme était religion d'Etat, autorise, dans certaines circonstances très précises, l'usage de la force pour se défendre. «La violence est le problème dont elle prétend être la solution», commente **Hans-Ulrich Gerber**, pasteur mennonite retraité du Jura bernois et ancien président du Mouvement international de la réconciliation (MIR), créé en 1919 par des chrétiens de diverses obédiences pour promouvoir la non-violence. «Si les Eglises de paix rejettent la guerre, dit-il, c'est parce qu'elles ont une idée spécifique de l'enseignement de Jésus, mais aussi parce qu'elles refusent de s'engager à protéger par les armes la souveraineté d'une nation ou d'un Etat.»

Bâtir des ponts

La meilleure façon d'aider, pour Hans-Ulrich Gerber, est de continuer à accueillir les réfugiés et les objecteurs de conscience russes comme ukrainiens. «A Tavannes, non loin d'où je vis, la Fondation Digger, spécialisée dans le déminage humanitaire, peut également offrir son savoir-faire à l'Ukraine qui est désormais le pays plus miné au monde.» Le mennonite précise enfin que ni l'extrême droite allemande manifestant pour la paix ni l'UDC opposée à l'envoi d'armes suisses en Ukraine ne sont pacifistes. «La première aime les dictateurs et la deuxième fait affaire avec la machine de guerre russe.» Dans sa maison de Bellevue, à Genève, Edouard Dommen, membre de la communauté quaker, conclut: «La paix n'est certainement pas pour demain, mais il importe de maintenir des ponts. Durant deux siècles, le Rhin, qui traverse l'Europe, a été le front de toutes les guerres. Depuis 1945, il est un pont reliant les pays entre eux. Qui alors s'en serait douté?». |

taire et où des demandes explicites de médiation sont exprimées. En Russie, les échanges sont plus discrets, mais constants. Quand le canal entre les Etats est rompu, les ponts entre les religions demeurent et permettent d'agir dès qu'une opportunité se présente». Raison pour laquelle le pape François a multiplié les rencontres avec les orthodoxes. «Avec tous les orthodoxes», précise Anne-Catherine Reymond. Les Eglises, très engagées lors de la votation sur les multinationales responsables, sont-elles trop discrètes? «Elles pourraient tenir un discours de paix plus fort, répond le Vaudois Vincent von Siebenthal, 37 ans, mais elles ont paré au plus pressé avec l'aide humanitaire.» Fraîchement élu président des Chrétiens de gauche romands – le premier catholique en 107 ans! –, cet ancien garde du pape est moins compréhensif avec le Parti socialiste (PS), dont il est pourtant membre.

Flinguer la neutralité?

Le PS, traditionnellement pacifiste – l'abolition de l'armée fait officiellement partie de son programme depuis 2010 –, a en effet déçu les adeptes de la non-violence en acceptant d'assouplir la loi sur la réexportation du matériel de guerre pour venir en aide à l'Ukraine. Ce virage «guerrier» en faveur de Kiev est, d'ailleurs, pris aussi par certains membres du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), pourtant pacifiste.

«Nous sommes en période électorale, rappelle Vincent von Siebenthal qui défend le principe de la défense nationale, mais rejette les guerres de conquête. La pression médiatique est énorme. A lire la presse, la Russie ne s'arrêtera que lorsque ses chars auront atteint l'Atlantique. C'est absurde! La situation est bien plus complexe. La réalité, c'est que personne ne veut vraiment la paix. Si c'était le cas, des organismes internationaux comme l'ONU et l'OS-

Vincent von Siebenthal, 37 ans, ancien garde du pape, préside les Chrétiens de gauche romands opposés à l'envoi d'armes en Ukraine.

CE auraient pu – avec le soutien de la Suisse – organiser avant la guerre, dans le Donbass, des référendums d'auto-détermination sous la supervision d'observateurs internationaux. Cela aurait pu garantir le droit des habitants à disposer d'eux-mêmes.» Pour l'ancien garde du pape, livrer quelques obus de plus ne changera rien au cours de la guerre. En revanche, «en agissant ainsi, la Suisse, siège du CICR et de l'ONU, met en péril sa neutralité alors qu'elle pourrait contribuer à désamorcer le conflit en proposant ses bons offices».

Clandestin de l'OTAN

Le conseiller national jurassien Pierre-Alain Fridez (PS), membre de la commission de la politique de sécurité, est lui aussi sensible à l'autodétermination des peuples. «Cette guerre est complexe et son origine trouve ses racines dans les suites de l'éclatement de l'URSS. Sa résolution reste à

«Beaucoup de soldats russes n'ont pas choisi d'aller au front.»

inventer», explique-t-il en sortant du Parlement fédéral où il a contribué à faire échouer la motion de son propre parti sur l'exportation de matériel de guerre, le 8 mars. La Suisse devrait jouer les négociateurs et ne pas se présenter comme une force militaire, mais comme une force d'interposition, de paix. «Ce qu'elle fait très bien au Kosovo à travers la KFOR.»

S'il a été invité à la journée des Chrétiens de gauche romands à Yverdon, Pierre-Alain Fridez n'est pas pour autant pacifiste. «J'ai fait l'armée. Cela dit, je peine à comprendre l'ambiance qui règne actuellement au Parlement et qui a gagné mon parti. La guerre n'a

pas lieu au cœur de l'Europe, mais à ses confins! De plus, sans être membre de l'OTAN, la Suisse bénéficie de sa protection: nous sommes le passager clandestin de la plus puissante alliance militaire au monde. Au lieu de vouloir augmenter le budget de l'armée, nous devrions nous concentrer sur les cyberrisques, principale menace qui pèse sur le pays, suivi du terrorisme et des catastrophes climatiques, et nous engager pour la promotion de la paix.»

Agresseur et agressé

A une heure de train du Palais fédéral, à La Chaux-de-Fonds, Rémy Cosandey, 77 ans, rédacteur en chef de la revue *L'Essor*, qui défend depuis 1905 la cause de la paix, confirme: «Le drapeau suisse doit être sur les ambulances, pas sur les canons». L'ancien membre du Synode de l'Eglise réformée évangélique de Neuchâtel, qui a passé vingt ans chez les socialistes et vingt ans chez les Verts,

regrette le manque de recul des médias: «Il y a un agresseur et un agressé, ça s'arrête là, on ne cherche pas plus loin. Il le faudra pourtant si l'on veut éviter davantage de morts, car cette horreur se terminera par une négociation avec Poutine, tout criminel qu'il est».

«Prenons garde également à la diabolisation de l'ennemi», prévient Michel Monod, objecteur de conscience à l'époque de la guerre du Vietnam et formateur en communication non violente au Centre Martin Luther King à Lausanne, devenu en 2004 le Centre pour l'action non-violente (CENAC), qu'il co-préside. «La déshumanisation de l'ennemi facilite l'usage de la violence et empêche la sortie du conflit. Elle nous fait également oublier que si nous soutenons les Ukrainiens dans leurs souffrances, nous ne pouvons pas nous réjouir de la mort de soldats russes dont beaucoup n'ont pas choisi d'aller au front.» |



© C&R